

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires

Perrine MALBOS
BP 737
07007 Privas Cedex
Tél : 04.75.66.71.14
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2022-255

portant délégation de signature à monsieur Kévin GONCALVES, directeur de cabinet

LE PRESIDENT,

- VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 3221-3 ;
- VU** l'élection de monsieur Olivier AMRANE en qualité de Président du Conseil Départemental en date du 1er juillet 2021 ;
- VU** la délibération n°6.3.1 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de pouvoir à M. Olivier AMRANE ;
- VU** l'arrêté n°2022-222 du 29 mars 2022 portant organisation des services départementaux ;

CONSIDERANT que la signature s'entend indifféremment comme pouvant prendre une forme manuscrite ou électronique ;

CONSIDERANT que les délégations données à un subordonné sont de fait incluses dans le champ de délégation de ses supérieurs hiérarchiques ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services départementaux ;

SUR proposition de madame Marylène MONGALVY, directrice générale des services départementaux ;

ARRETE

Article 1 : Délégation directe et permanente est donnée à monsieur Kévin GONCALVES, directeur de cabinet, en qualité des fonctions qui lui sont conférées, pour signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, tous les documents entrant dans le cadre des attributions et des compétences liées à son affectation, dans la limite des pièces suivantes :

- 1) les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant du Cabinet, ou de la direction de la communication,
- 2) les états de dépenses et les états de recettes,
- 3) les actes préparatoires à la passation des marchés (avis de publication et consultations, procès-verbal d'ouverture des plis, demandes de renseignement complémentaire au candidat, échanges liés à la négociation, mise au point, rapport d'analyse des offres) dans la limite de 40 000 € HT, relevant du fonctionnement du cabinet ou de la direction de la communication,
- 4) les courriers d'information aux candidats retenus, actes d'engagement, courrier d'attribution, notification et courriers de rejet aux candidats non retenus, dans la limite de 40 000 € HT (à l'exception des réponses aux demande de communication des candidats non retenus), relevant du fonctionnement du cabinet ou de la direction de la communication,
- 5) les bons de commandes et marchés subséquents dans la limite de 40 000 € HT, relevant du fonctionnement du cabinet ou de la direction de la communication,
- 6) les actes se rapportant à l'exécution de la commande publique (pénalités, opérations de réception, ordre de service emportant début arrêt ou reprise des prestations, ordre de service emportant prolongation des délais d'exécution, nantissement, sous-traitance) quel que soit le montant du marché, relevant du fonctionnement du cabinet ou de la direction de la communication,
- 7) les actes modificatifs de la commande publique dans la limite des ordres de service (OS emportant début arrêt reprise des prestations, OS emportant prolongation des délais d'exécution et OS emportant modification des prix ou des prestations), quel que soit le montant du marché, et des avenants sans incidence financière,
- 8) les actes de gestion courante du personnel,
- 9) tous les actes, décisions, arrêtés, conventions et avenants pris en application des décisions exécutoires de l'Assemblée départementale, de la Commission Permanente ou du Président du Conseil départemental, dans le domaine de la compétence du cabinet, ou dans le domaine de compétence de la direction de la communication,
- 10) tous les actes relatifs aux affaires réservées,
- 11) le secrétariat particulier du Président,
- 12) les correspondances se rapportant aux relations avec la presse et aux actions de communication,
- 13) les conventions de prêt de matériel signalétique départemental.

Article 2 : Le présent arrêté, qui prend effet au 1er juillet 2022, abroge tout arrêté de délégation de signature antérieur.

Article 3 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Lyon de manière dématérialisée, via «Télérecours citoyen» accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Madame la directrice générale des services départementaux est chargée de l'exécution du présent arrêté. Le présent arrêté fera l'objet d'une transmission au contrôle de légalité et d'une publication par voie dématérialisée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le **27 JUIN 2022**

Le Président,
Monsieur Olivier AMRANE

Reçu à la Préfecture le **28 JUIN 2022**
Affiché en l'Hôtel du département le **01 JUIL. 2022**
Identifiant de télétransmission : **200058**

